

tion posée hier par le député de Wellington-Sud au sujet des présumées importations de chaussures qui se vendent à des prix inférieurs au prix du marché, je voudrais signaler que le ministère du Revenu national a mené des enquêtes à l'étranger et, en me fondant sur le résultat de ces enquêtes, j'ai autorisé les hauts fonctionnaires du ministère à déterminer une juste valeur marchande de ces importations.

Les fonctionnaires sont donc en train de déterminer ces valeurs et il devrait être possible d'avertir les exportateurs sous peu.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre du Revenu national nous dirait-il si sa réponse s'applique à l'industrie du textile et aux autres qui sont en difficulté?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas de savoir si une industrie est en difficulté, mais plutôt de déterminer s'il y a dumping au Canada. Je puis assurer à mon honorable ami que nous prenons toutes les dispositions autorisées par la loi dès que nous établissons qu'il y a dumping.

RADIO-CANADA

L'INTÉGRATION DU SERVICE INTERNATIONAL À RADIO-CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Je voudrais poser ma question au secrétaire d'État, mais je la poserai au premier ministre. Si le service international de Radio-Canada est épargné, sera-t-il pleinement intégré dans Radio-Canada, comme le Livre blanc sur la radiodiffusion l'a recommandé?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ce serait une façon de régler la question. Mon ami pourrait peut-être attendre la déclaration du ministre du Revenu national ce soir, car je suppose qu'il abordera alors la question.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre songe-t-il à faire absorber le coût de ce service par Radio-Canada et à en poursuivre l'exploitation?

Le très hon. M. Pearson: Oui, ce serait une façon de régler la question, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

M. Jack Roxburgh (Norfolk): Je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. A-t-on envisagé la possibilité de

maintenir le programme de radiodiffusion internationale à destination des pays d'outre-mer?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): On a posé la même question tantôt au premier ministre. J'en parlerai ce soir.

[Français]

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

QUESTION RELATIVE À LA DISTRIBUTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question au très honorable premier ministre.

Le programme d'austérité du présent gouvernement expliquerait-il la distribution très restreinte du rapport de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, le gouvernement ne souhaite entraver en aucune manière cette distribution.

[Français]

M. Godin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire pourquoi chaque député ne peut disposer d'un texte anglais et d'un texte français de ce document?

[Plus tard]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, pour faire suite à la question posée par l'honorable député de Portneuf (M. Godin) au très honorable premier ministre, au sujet du rapport de la Commission Laurendeau-Dunton, je constate qu'on en distribue actuellement des textes anglais aux députés de langue anglaise, et des textes français aux députés de langue française. Or, comme certains députés voudraient en avoir deux exemplaires, un français et un anglais, comment se fait-il qu'on refuse de leur remettre ces deux exemplaires?

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[Plus tard]

[Français]

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur l'Orateur, je désire poser une ques-